

ORGANISATION MONDIALE

WT/MIN(01)/ST/77

11 novembre 2001

DU COMMERCE

(01-5647)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Original: espagnol

Quatrième session

Doha, 9 - 13 novembre 2001

EL SALVADOR

Déclaration de S.E. M. Miguel E. Lacayo Argüello

Ministre de l'économie

Au nom du gouvernement de la République d'El Salvador, je tiens à remercier le gouvernement et le peuple du Qatar pour la cordialité de leur accueil et les attentions dont notre délégation a fait l'objet à l'occasion de cette quatrième Conférence ministérielle de l'OMC. C'est pour moi un honneur de me trouver ici aux côtés des Ministres des autres pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce.

El Salvador est convaincu qu'une meilleure ouverture commerciale, fondée sur des règles claires et justes, est un instrument important qui nous permettra, selon l'objectif que nous nous sommes fixé, d'offrir à nos populations une meilleure qualité de vie et un meilleur niveau de vie. Nous sommes convaincus que la libéralisation du commerce international conduit à l'amélioration du niveau de l'emploi dans les pays en développement. Un système économique fondé sur le respect des libertés, mais offrant des chances à tous, renforce la démocratie, et en préserve la durabilité.

Notre présence ici a notamment pour but d'œuvrer au renforcement de l'Organisation en tant qu'instance de négociation et mécanisme de libéralisation des échanges, d'apprécier des engagements pris au cours du Cycle d'Uruguay et à l'occasion des Conférences ministérielles précédentes, d'accorder l'attention voulue aux problèmes de mise en œuvre, de garantir un traitement spécial et différencié aux petites économies et, enfin, de prendre une décision au sujet du lancement d'un nouveau cycle de négociations.

Nous sommes conscients des efforts déployés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, au sein des divers comités, afin de mettre en place des règles pertinentes claires et équilibrées qui favorisent une meilleure mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay. Mais il est particulièrement important de faire en sorte que les pays en développement, et surtout les petites économies, aient une meilleure part des avantages que peut apporter le commerce international.

Face aux inquiétudes et aux besoins exprimés par les divers pays Membres, nous avons adopté une attitude souple et constructive. Nous sommes conscients des questions sensibles que posent aussi pour les pays développés certains secteurs comme l'agriculture, et nous espérons que les questions sensibles pour nous seront également reconnues et dûment prises en compte.

El Salvador est favorable au lancement d'un nouveau cycle de négociations, mais il faut qu'il y ait un équilibre dans le contenu de la Déclaration et dans les négociations futures du nouveau cycle afin que la Conférence débouche sur des résultats positifs et équilibrés pour tous les Membres de l'OMC. Cet équilibre renforcera la crédibilité du système commercial multilatéral.

Le système commercial multilatéral doit être conçu non comme un ensemble de règles théoriques mais comme un instrument de développement qui nous permette d'offrir à chacun de nos concitoyens un plus grand bien-être et une vie plus digne.

C'est pourquoi, nous les Ministres ici réunis, nous devons tirer tout le parti possible de cette occasion exceptionnelle que nous donne cette conférence en prenant les décisions politiques qui permettront à tous les Membres, et plus particulièrement aux petites économies en développement, de recueillir véritablement les fruits de leur participation à l'Organisation mondiale du commerce.

El Salvador accorde un rang de priorité absolu aux programmes de développement économique et social visés à l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui sont indispensables pour atteindre l'objectif juste et légitime que nous nous sommes fixé, à savoir assurer le bien-être de nos concitoyens en attirant des investissements de nature à améliorer les possibilités au niveau de l'emploi, qui non seulement élève le revenu, mais contribue aussi à améliorer l'accès à la santé, à l'éducation et à un logement décent.

El Salvador a participé activement, avec d'autres pays en développement, aux travaux du Comité des subventions et des mesures compensatoires et a, aux côtés de ces pays, présenté des propositions sérieuses en vue de trouver une solution intégrale à ce genre de programme.

S'il est vrai que nous aurions préféré une autre solution, nous pensons que la proposition du Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires, reprise par le Président du Conseil général, est acceptable, mais il reste à définir l'élément le plus important, **qui a trait au délai**.

Nous sommes convaincus que les participants à cette Conférence ministérielle considèrent comme nous que nos programmes de développement économique et social n'ont pas pour objet de causer des distorsions aux échanges ni des problèmes sur d'autres marchés. Leur objectif unique et essentiel est d'offrir un emploi et un plus grand bien-être à nos concitoyens.

La démocratie ne peut se maintenir que lorsque la population trouve dans le pays des possibilités de développement et de croissance que seule la sécurité de l'emploi peut apporter.

El Salvador, en tant que petite économie en développement, s'est efforcé énergiquement d'assurer le bien-être de sa population, mais il a dû affronter d'immenses épreuves - conflits armés, cyclones, deux tremblements de terre consécutifs, ralentissement de l'économie mondiale, faible cours de nos principaux produits d'exportation sur le marché international et cours élevé du pétrole, autant d'éléments qui ont eu des incidences négatives considérables sur l'économie.

En dépit de tous ces obstacles, le pays a réussi non seulement à préserver la stabilité mais à consolider l'économie. Les Salvadoriens ont pris en main leur avenir et continueront résolument à relever tous les défis et à affronter toutes les épreuves, confiants dans des lendemains meilleurs, fruit de leur travail et de leurs efforts. Les défis pourront être relevés si nous disposons des instruments nécessaires pour atteindre nos objectifs.

Ma délégation ne peut pas, à son retour en El Salvador, annoncer à ses concitoyens que nous sommes convenus au cours de cette Conférence ministérielle que les intérêts des pays en développement, ainsi que les avantages que leur apportera leur participation au commerce international, sont préservés, **mais** que nos programmes de développement économique et social n'ont pas été pris en compte; qu'il a été décidé de donner aux pays développés un **long délai** pour **réduire** le soutien interne qu'ils accordent dans le secteur de l'agriculture, **mais** que les incitations à l'investissement que nous accordons devront être **éliminées à bref délai**.

L'occasion nous est donnée ici d'offrir au monde la possibilité de reconnaître les mérites d'une Organisation mondiale du commerce qui veut obtenir et qui obtient pour ses Membres des résultats qui puissent être perçus comme équilibrés et positifs par chacun d'entre eux. Nous devons adopter des mesures concrètes qui contribuent à la consolidation de nos démocraties.
